Résumé du mémoire
présenté dans le cadre des auditions publiques de la
Commission économie et du travail
portant sur les enjeux du secteur énergétique

par le
**Regroupement des citoyens et citoyennes de Beauharnois
pour l'environnement**
et le
Comité du non à la centrale thermique du Suroît

12 décembre 2004

Le *Regroupement des citoyens et citoyennes de Beauharnois pour l'environnement* et le *Comité du NON à la centrale thermique du Suroît* profitent de la Commission pour mettre en évidence ce que nous avons vécu et compris avec le projet d'implanter à Beauharnois une centrale thermique. Notre cheminement illustre bien dans quelle direction doit aller le gouvernement avec sa stratégie énergétique.

Énergie thermique

Les raisons qui ont incité les gens de Beauharnois à dire NON à la centrale thermique sont nombreuses. Elles sont liées...

- aux impacts négatifs sur la santé, la sécurité et la qualité de vie dans la communauté ;
- aux impacts négatifs sur l'environnement en général ;
- aux effets désastreux désormais mesurés sur les changements climatiques de la planète ;
- au danger permanent qu'elle fait peser sur la communauté et qui risque de coûter très cher, en termes de mesures de sécurité ;
- parce qu'elle représente une option pauvre en création d'emplois et que ses impacts économiques sont discutables.

Au Québec, la construction d'une centrale au gaz est un non-sens, étant donné qu'il existe plusieurs autres options pour faire face à une pénurie d'électricité. Une centrale thermique (ou la formule « améliorée » qui se cache derrière le vocable « centrale en cogénération ») signifie une détérioration de la qualité de vie des communautés où elle s'implante, la région avoisinante, le pays et la planète toute entière à cause d'une augmentation de la pollution atmosphérique et des risques de catastrophes accrus. Aussi, cette filière amène le Québec à créer une dépendance de nos approvisionnements en matière première et qu'il n'a aucun contrôle sur les coûts de la matière première.

Énergie éolienne

L'énergie produite à partir de l'éolien est complémentaire avec l'hydro-électricité. Pendant que le vent est au rendez-vous, on économise l'eau des réservoirs. Avec une production hydro-électrique d'environ 30 000 MW, Hydro pourrait facilement compter sur une production éolienne de 6 000 MW. Avec les appels d'offres de production éolienne lancés récemment, on est encore loin d'atteindre ce niveau de production. C'est aussi une énergie renouvelable, réalisable à un coût avantageux et accessible.

De plus, les conditions de vent au Québec sont exceptionnelles. HéliMAX a ainsi démontré que le Québec pourrait facilement se doter d'un parc éolien de plus de 100 000 MW de capacité installée. Plus précisément HéliMAX estime que la Montérégie possède un très bon potentiel venteux. Entre autres, le secteur du canal de Beauharnois a été repéré comme une excellente région où les

vents, quoique plus faibles, sont constants et réguliers, offrant un potentiel éolien absolu de presque 12 000 MW, situé à moins de 25 km des lignes de transport¹.

Ainsi, le canal de Beauharnois réunit toutes les conditions pour l'aménagement d'un parc d'éoliennes (couloir de vent entre les lacs Saint-François et Saint-Louis ; terrains appartenant déjà à Hydro-Québec ; éloignement de tout périmètre urbain ; proximité des lignes de transport déjà branchées sur le barrage ; etc.). Déjà, en 1995, les entreprises York Research et Vestas avaient fait preuve d'intérêt pour la construction d'une usine de fabrication et d'assemblage d'éoliennes destinées au marché nord-américain et qui aurait créé 160 emplois permanents.

Le développement économique et régional

L'immense potentiel éolien dont nous disposons est une ressource renouvelable qui mérite d'être exploitée d'abord pour satisfaire les besoins énergétiques des Québécois. Si des surplus sont disponibles, tant mieux. Il se trouve que la carte des vents telle que dessinée par Environnement Canada nous démontre que le potentiel éolien le plus grand se situe en dehors des zones urbaines. Cela nous laisse croire à un véritable potentiel de développement économique pour ces régions qui sont bien souvent abandonnées par les entreprises. De plus, un parc d'éoliennes génère de deux à trois fois plus d'emplois qu'une centrale thermique, permet de continuer d'utiliser le territoire à d'autres fins (ex. agricole) et peut représenter un attrait touristique important. La possibilité de création d'emplois dans la fabrication d'éolienne est bien réelle, car le potentiel de croissance de l'éolien dans le monde est de 25 % par année. En misant sur le développement de l'énergie éolienne, nous travaillons à bâtir une importante vitalité économique là où les entreprises traditionnelles n'auraient pas voulu s'installer.

La stratégie doit miser sur l'énergie éolienne, les économies d'énergie et l'hydro-électricité, ce qui donnera une grande flexibilité que le thermique. Si on ajoute à ces éléments d'autres sources de production énergétique telle la géothermie et l'énergie solaire, le Québec pourra consolider son développement durable et même dégager une image attrayante au-delà de ses frontières, une valeur ajoutée qui pourrait favoriser les exportations.

Développement durable

En tant que représentants de la population et considérant qu'ils ont la responsabilité d'assurer la sécurité des citoyens, les différents paliers de gouvernements doivent tout mettre en œuvre afin de réduire les émissions de GES. Selon l'entente de Kyoto, qui sera effective en février 2005, TOUS LES GOUVERNEMENTS ont la responsabilité :

- d'encadrer les entreprises et les citoyens afin qu'ils contribuent à l'atteinte des objectifs de Kyoto ;
- d'investir dans les transports en commun et faciliter les alternatives à la voiture fonctionnant aux combustibles fossiles ;
- d'investir dans la recherche et le développement de nouvelles formes d'énergie dans le but de créer des emplois durables ;
- de favoriser et soutenir les initiatives de la société civile visant la réduction des GES ;
- de prévoir des moyens de s'adapter aux changements climatiques.

Dans ce contexte, le parti Libéral convenait lui-même qu'un « *gouvernement ne peut acquérir une crédibilité dans ce domaine que s'il donne lui-même l'exemple* ». Toutefois, comme le rappellent les ententes de Johannesburg et de Kyoto, il ne s'agit donc pas de mettre en place « un droit de polluer » parce que nos filières énergétiques ont été et sont plus performantes à cet égard. Même si Hydro-Québec affirme qu'elle respecte toutes les normes en vigueur, cela n'empêche pas que toute source de pollution et d'émanation de gaz à effet de serre nouvelle aura un impact négatif sur la qualité de l'air ambiant, la santé des personnes et de la planète. C'est inacceptable quand

¹ La Montérégie se place au 4^e rang des 17 régions administratives.

on dispose d'autres ressources que le thermique pour produire de l'électricité. Les spécialistes de la santé nous invitent à diminuer nos émissions polluantes, pas à les augmenter.

Soyons clairs : participer à l'augmentation de ces gaz, volontairement et délibérément, est un affront aux autres nations signataires. C'est un acte presque criminel de la part d'une entreprise d'État, étant donné que :

- le protocole de Kyoto demande une baisse substantielle de l'émission des GES à tous les pays signataires, peu importe leur taux d'émission ;
- le Canada a ratifié cette entente internationale qui entrera en vigueur en février prochain ;
- Hydro-Québec, à titre d'entreprise responsable appartenant aux citoyens, se doit de faire mieux que de demander des crédits pour le passé et surtout de n'augmenter sous aucun prétexte les GES.

Avec ses nombreuses retombées polluantes, chaque centrale thermique viendrait accroître l'émission de gaz à effet de serre et, par conséquent, contrecarrer les efforts du Québec contre le réchauffement climatique. Ainsi, à elle seule, la centrale du Suroît représentait une augmentation de près de 3 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) du Québec, soit l'équivalent de la moitié de la réduction de 6 % que le Québec s'était engagé à réaliser d'ici 2012 en adhérant au protocole de Kyoto. Les 2,3 millions de tonnes de gaz à effet de serre libérées par cette centrale équivalente à 600 000 nouvelles voitures sur nos routes (parcourant 20,000 kilomètres par année). Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) concluait d'ailleurs dans son rapport remis le 3 janvier 2003 au ministre d'État aux Affaires municipales et que « *le projet augmenterait de façon substantielle les émissions de gaz à effet de serre au Québec. Eu égard à la démarche québécoise face aux engagements de Kyoto et dans une perspective de développement durable, la commission ne peut souscrire à sa réalisation* ». Une usine au gaz naturel, même efficace, rejette entre 25 et 100 fois plus de CO₂ (gaz à effet de serre) dans l'air qu'un barrage hydro-électrique, 80 fois plus de SO₂ (pluies acides) et 40 fois plus de NO₂ (smog). Ces effets sont déjà visibles et sont liés au nombre accru d'épisodes de smog, aux maladies et aux mortalités causées par les vagues de chaleur et de froid, à la contamination par l'eau et par la nourriture, aux maladies transmises par des insectes, à l'appauvrissement de la couche d'ozone stratosphérique et aux conditions météorologiques extrêmes.

Une centrale thermique équivalente au projet du Suroît rejeterait aussi du dioxyde de soufre, du monoxyde de carbone, des composés organiques volatils d'oxydes d'azote. Elle produirait un surplus de 240 tonnes d'oxyde d'azote (NO_x) par année et augmenterait aussi les émissions des particules en suspension, particulièrement préoccupantes pour la santé publique. Ces substances sont reconnues pour aggraver l'état de santé de personnes souffrant de maladies cardiovasculaires ou respiratoires. Or, toute augmentation locale de particules nous rapproche des seuils où des effets santé sont démontrés (pouvant occasionner une augmentation de mortalité et une augmentation du risque de cancer du poumon selon la DSP de la Mauricie/Cœur-du-Québec, sur le projet de centrale thermique de Bécancour, 2003). Rien d'étonnant à ce que l'Association des médecins de famille du Québec ce soit prononcée contre le projet de centrale thermique. Si la santé est la grande priorité du gouvernement, cela doit aussi passer par la prévention environnementale.

En terminant

La filière thermique est la pire des options pour la santé des citoyens et l'environnement. Cette filière amène aussi le Québec à créer une dépendance de ses approvisionnements en matière première et il ne pourra exercer aucun contrôle sur les coûts de la matière première. L'éolien est une source d'énergie complémentaire à l'hydroélectricité. Au Québec, nous avons le privilège de détenir en abondance les deux sources d'énergie. Peu d'endroits dans le monde bénéficient de cette richesse. Il nous appartient de les développer. Dans ce contexte, le Québec peut jouer un rôle de chef de file dans le développement de l'énergie durable, ce qui permettrait au Québec de maintenir sa réputation de producteur d'énergies propres.

En ce sens, la politique énergétique devra s'appuyer sur un plan d'action à court, moyen et long terme pour assurer la primauté des énergies renouvelables et durables. À l'intérieur de ce cadre, il serait tout à fait opportun :

- d'assurer la recherche et le développement dans le domaine des technologies de l'énergie ;
- de mandater Hydro-Québec et l'IREQ pour développer les technologies d'énergies vertes en collaboration avec les instituts de recherches universitaires ;
- d'adopter des incitatifs pour favoriser le déploiement de l'éolien. Le soutien du gouvernement fédéral à 0.01 \$ du KWh pour de la production éolienne en est un exemple ;
- de fournir à l'industrie éolienne, une industrie émergente, des avantages fiscaux pour faciliter son enracinement chez nous ;
- intégrer tous les coûts (environnementaux, sociaux, économiques, santé publique) pour connaître la rentabilité d'un projet énergétique, axé ou non sur les exportations.

La stratégie énergétique du Québec doit opter pour le développement durable du Québec, tout en nous permettant de demeurer « Maîtres chez nous ! »². En ce sens, les Québécois et les Québécoises doivent fermer la porte au secteur privé qui ne doit pas s'accaparer à ses propres fins de nos richesses collectives et naturelles. En ce sens, notre société d'État a le devoir et la responsabilité de développer la technologie comme elle l'a fait avec l'hydro-électricité.

² Leitmotiv de la campagne électorale de 1962, qui a porté principalement sur la nationalisation des compagnies privées d'électricité. Or, ce qui est proposé par HQ (avec le projet de centrale du Suroît confié à General Electric), c'est **la privatisation en douce de la production d'électricité et de notre société d'État Hydro-Québec**. Cela constitue un recul magistral par rapport à la nationalisation de 1963.

Mémoire présenté
dans le cadre des auditions publiques de la
Commission économie et du travail
portant sur les enjeux du secteur énergétique

par le
Regroupement des citoyens et citoyennes de Beauharnois pour l'environnement et
le Comité du non à la centrale thermique du Suroît

12 décembre 2004

Préambule

Le Regroupement des citoyens et citoyennes de Beauharnois pour l'environnement et le Comité du NON à la centrale thermique du Suroît s'opposent à tous projets de production d'électricité avec du gaz naturel ou autres modes qui produiraient des gaz à effet de serre, perturbant ainsi « délibérément et consciemment » la température de toute la planète. Son action s'inspire du dicton « penser globalement pour agir localement ».

Nous profitons de la commission pour mettre en évidence ce que nous avons vécu et compris avec le projet d'implanter à Beauharnois une centrale thermique. Notre cheminement illustre bien dans quelle direction doit aller le gouvernement avec sa stratégie énergétique.

Énergie thermique

Quelle pourrait être la place de l'énergie thermique dans un parc de production d'électricité comme celui du Québec ?

Les raisons qui ont incité les gens de Beauharnois à dire NON à la centrale thermique sont nombreuses. Elles sont liées...

- aux impacts négatifs sur la santé, la sécurité et la qualité de vie dans la communauté ;
- aux impacts négatifs sur l'environnement en général ;
- aux effets désastreux désormais mesurés sur les changements climatiques de la planète ;
- au danger permanent qu'elle fait peser sur la communauté et qui risque de coûter très cher, en termes de mesures de sécurité ;
- parce qu'elle représente une option pauvre en création d'emplois et que ses impacts économiques sont discutables.

Le projet de centrale thermique est apparu d'abord et avant tout dommageable pour l'atmosphère étant donné ses émissions de gaz à effet de serre. Il est aussi apparu polluant, coûteux et peu créateur d'emploi, alors que Beauharnois a le potentiel de devenir un centre d'expertise en énergies vertes. Malgré les avantages apparents du projet (investissement de plus de 500 millions de dollars, création d'emploi, etc.), le projet de centrale thermique de Beauharnois a suscité dans le Suroît québécois un mouvement d'opposition provenant des citoyens, des organisations et même de plusieurs municipalités. Les coûts sociaux et les coûts reliés à l'émission des GES, de la pollution et aux risques accrus ne sont pas comptabilisés. Les retombées économiques locales étaient nettement insuffisantes. Pour Beauharnois, le projet de centrale thermique aurait eu pour effet une détérioration de la qualité de vie, une augmentation considérable des risques et des taxes municipales. Par exemple, de très bonnes terres agricoles auraient été sacrifiées pour construire la centrale, sans

compter les autres qui seraient affectées par le dépôt des particules fines en suspension. La venue de cette centrale aurait contribué à la baisse sur la valeur des maisons de Beauharnois (selon des agents immobiliers consultés en 2004). Par ailleurs, la centrale au gaz comme celle du Suroît ne créait qu'une trentaine d'emplois permanents (1,9 à 2,5 emplois en personnes/années par tranche de million de dollars investis). En comparaison, la filière éolienne en produirait 5,7 et les mesures d'efficacité énergétique, 12,7.

Ensuite, il nous apparaît essentiel de rappeler que cette filière amène le Québec à créer une dépendance de nos approvisionnements en matière première et qu'il n'a aucun contrôle sur les coûts de la matière première (de cette ressource naturelle). On brûle du gaz pour faire de l'électricité. Le Québec n'est pas un producteur de gaz. Nous devons importer (en provenance de l'Alberta, par exemple). Le Québec n'exerce aucun contrôle sur les coûts du gaz. L'achat du gaz équivaut à 300 millions de dollars par an. De plus, l'énergie thermique (carburant fossile) sera une technologie à moyen terme très coûteuse, car la ressource pour produire l'énergie se fait de plus en plus rare. Cela est contraire aux règles du développement durable. Comme le dit Hubert Reeves : *« l'énergie thermique est une énergie du passé. Aujourd'hui, on sait faire mieux, on peut faire mieux »*.

En fait, au Québec, la construction d'une centrale au gaz est un non-sens, étant donné qu'il existe plusieurs autres options pour faire face à une pénurie d'électricité. Une centrale thermique (ou la formule « améliorée » qui se cache derrière le vocable « centrale en cogénération ») signifie une détérioration de la qualité de vie des communautés où elle s'implante, la région avoisinante, le pays et la planète tout entière à cause d'une augmentation de la pollution atmosphérique et des risques de catastrophes accrus. La seule explication logique à l'acharnement d'Hydro-Québec et du gouvernement du Québec de vouloir développer l'énergie thermique, c'est que Québec adhère désormais à une vision du développement d'Hydro-Québec axée exclusivement sur l'augmentation du chiffre d'affaires et de la rentabilité financière de la société (en augmentant la capacité de production au-delà des besoins internes de consommation, la société d'État pourra vendre plus d'électricité aux marchés extérieurs aux heures de l'année où le prix est le plus élevé).

Cette vision a pour effet de permettre au gouvernement de justifier d'une main une baisse de l'impôt progressif sur le revenu des contribuables et d'appliquer de l'autre une « taxe régressive » en augmentant les coûts de l'électricité pour les consommateurs québécois.

Énergie éolienne

Quelle pourrait être la contribution optimale de la production éolienne dans un parc de production d'électricité comme celui du Québec ?

Quelles seraient les avenues les plus prometteuses pour soutenir l'émergence et le développement de nouvelles sources d'énergie renouvelable et assurer leur rentabilité à long terme pour l'ensemble de l'économie du Québec ?

Les spécialistes en énergie évaluent que l'énergie produite à partir de l'éolien est complémentaire avec l'hydro-électricité. Pendant que le vent est au rendez-vous, on économise l'eau des réservoirs. La contribution optimale de la production éolienne est évaluée à 20 % de la production de l'hydro-électricité. Avec une production hydro-électrique d'environ 30 000 MW, Hydro pourrait facilement compter sur une production éolienne de 6 000 MW. Avec les appels d'offres de production éolienne lancés récemment, on est encore loin d'atteindre ce niveau de production. De plus, il a été démontré que les conditions de vent au Québec sont exceptionnelles. En fait, le vent est au Québec ce que le gaz est à l'Alberta.

C'est une énergie renouvelable, réalisable à un coût avantageux et accessible. La technologie de l'énergie éolienne se développe rapidement. En effet, la puissance de chaque éolienne est passée de 750 KW à Cap Chat, à 1800 KW à Murdochville et atteindra 3500 KW dans un avenir rapproché. Le bruit est à peine audible au-delà du bruit du vent. La prochaine génération d'éolienne pourrait atteindre 5 000 KW.

Hélimax a démontré que le Québec pourrait facilement se doter d'un parc éolien de plus de 100 000 MW de capacité installée. Bien que les berges des océans (Gaspésie, Bas St-Laurent, Côte-Nord) et le Grand Nord possèdent les plus grands vents, ces régions sont souvent trop éloignées ou à proximité de lignes de transport déjà très fortement sollicitées (Baie-James et Labrador). Hélimax estime que la Montérégie possède un très bon potentiel venteux, mais la plupart du temps la présence d'habitation limite ce potentiel. Toutefois, le secteur du canal de Beauharnois a été repéré comme une excellente région où les vents, quoique plus faibles, sont constants et réguliers, offrant un potentiel éolien absolu de presque 12 000 MW, situé à moins de 25 km des lignes de transport¹.

¹ La Montérégie se place au 4^e rang des 17 régions administratives.

Ainsi, le canal de Beauharnois réunit toutes les conditions pour l'aménagement d'un parc d'éoliennes:

- couloir de vent entre les lacs Saint-François et Saint-Louis ;
- terrains appartenant déjà à Hydro-Québec ;
- éloignement de tout périmètre urbain ;
- proximité des lignes de transport déjà branchées sur le barrage ;
- et même une ligne de 735 KV entre la centrale de Beauharnois et l'État de New York qui peut permettre de vendre du vent aux Américains durant les canicules estivales.

Déjà, en 1995, comme suite à une première investigation de la part de la compagnie York Research, la compagnie Vestas, un autre chef de file dans le domaine, était prête à investir plusieurs millions de dollars pour construire un parc d'éoliennes (entre 30 et 40) aux abords du canal et de la centrale d'Hydro-Québec à Beauharnois. À l'époque, les entreprises York Research et Vestas avaient également fait preuve d'intérêt pour la construction d'une usine de fabrication et d'assemblage d'éoliennes destinées au marché nord-américain et qui aurait créé 160 emplois permanents. La ville de Beauharnois avait alors dépensé beaucoup d'énergie pour soutenir l'implantation d'un parc d'éoliennes qui n'a finalement jamais vu le jour. Hydro-Québec n'a cessé de mettre des bâtons dans les pales de ce projet et refuser l'accès au terrain aux investisseurs en leur annonçant qu'il avait l'intention d'y implanter la centrale du Suroît.

Le développement de cette filière au potentiel énorme est techniquement réalisable et se fait à un coût avantageux. De plus, un parc d'éoliennes génère de deux à trois fois plus d'emplois qu'une centrale thermique, permet de continuer d'utiliser le territoire à d'autres fins (ex. agricole) et peut représenter un attrait touristique important. La possibilité de création d'emplois dans la fabrication d'éolienne est bien réelle, car le potentiel de croissance de l'éolien dans le monde est de 25 % par année.

Le développement économique et régional

Quels sont les avantages que présentent les exportations d'électricité pour favoriser notre développement économique et quelles en sont les limites ?

Cela dépend de la technologie utilisée pour produire de l'électricité à exporter. Pour ces raisons, il faut toujours intégrer tous les coûts (environnementaux, sociaux, économiques) pour connaître la rentabilité d'un projet énergétique. La santé publique doit aussi avoir priorité sur les exportations d'électricité.

Par exemple, les exportations peuvent provenir des économies d'énergie faites par les entreprises, commerces et particuliers du Québec. Il est certain que les mégawatts peuvent être vendus avec profit tant économique qu'environnemental.

En développant sa filière hydro-électrique, le Québec s'est développée une solide réputation de producteur d'énergie propre. Nous avons la possibilité et la chance de maintenir cette réputation en développant, entre autres, la filière éolienne. Une stratégie énergétique misant notamment sur l'énergie éolienne, les économies d'énergie et l'hydro-électricité donnera une grande flexibilité que le thermique n'a pas. Si on ajoute à ces éléments d'autres sources de production énergétique telle la géothermie et l'énergie solaire, le Québec pourra consolider son développement durable et même dégager une image attrayante au-delà de ses frontières, une valeur ajoutée qui pourrait favoriser les exportations.

L'immense potentiel éolien dont nous disposons est une ressource renouvelable qui mérite d'être exploitée d'abord pour satisfaire les besoins énergétiques des Québécois. Si des surplus sont disponibles, tant mieux. Il se trouve que la carte des vents telle que dessinée par Environnement Canada nous démontre que le potentiel éolien le plus grand se situe en dehors des zones urbaines. Cela nous laisse croire à un véritable potentiel de développement économique pour ces régions qui sont bien souvent abandonnées par les entreprises. En misant sur le développement de l'énergie éolienne, nous travaillons à bâtir une importante vitalité économique là où les entreprises traditionnelles n'auraient pas voulu s'installer. Sans compter que l'industrie éolienne crée des emplois aux différentes étapes de son déploiement : lors la fabrication, de l'exploitation et de la construction d'usines d'éolienne.

En ce sens, toute production d'électricité, même celle produite à partir du vent, devrait appartenir à HQ et HQ a le devoir et la responsabilité de développer la technologie comme elle l'a fait avec l'hydro-électricité. Nous jugeons inacceptable de privatiser la production d'électricité. Le secteur privé ne doit pas s'accaparer à ses propres fins nos richesses collectives et naturelles. La stratégie énergétique du Québec doit opter pour le développement durable du Québec, tout en nous permettant de demeurer « Maîtres chez nous ! »².

L'éolien est un domaine d'avenir. HQ a la possibilité d'y développer une expertise équivalente à celle qu'elle a établie dans le domaine hydraulique. En plus d'exporter l'électricité produite par le vent, le Québec peut devenir un chef de file dans la recherche le développement, la fabrication et l'exportation d'éoliennes.

² Leitmotiv de la campagne électorale de 1962, qui a porté principalement sur la nationalisation des compagnies privées d'électricité. Or, ce qui est proposé par HQ (avec le projet de centrale du Suroît confié à General Electric), c'est la **privatisation en douce de la production d'électricité et de notre société d'État Hydro-Québec**. Cela constitue un recul magistral par rapport à la nationalisation de 1963.

Développement durable

Quelle serait la meilleure combinaison de moyens pour combler de façon sécuritaire les besoins énergétiques du Québec dans une perspective à moyen et à long terme ?

Quels sont les mécanismes que le Québec peut mettre en place pour répondre aux exigences environnementales du développement énergétique de la façon la plus efficace possible en minimisant les impacts sur la compétitivité de l'économie québécoise ?

Dans une perspective principalement nord-américaine, quels sont les gestes que le Québec pourrait poser pour répondre aux exigences relatives à la qualité de l'environnement et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre ?

Tel que décrit dans la Déclaration de Johannesburg et de Kyoto, le développement économique, le développement social et la protection de l'environnement, constituent les piliers du développement durable. Ils sont « interdépendants et... se renforcent mutuellement » (Nations Unies, 2002).

Toujours selon ces déclarations, le développement durable doit également:

- Susciter des changements dans les modes de consommation et de production ;
- Assurer la protection et la gestion des ressources naturelles en vue du développement économique et social ;
- Adopter une perspective à long terme ;
- Favoriser une large participation de la population à la formulation des politiques, à la prise de décision et à la mise en œuvre.

De tous les enjeux environnementaux auxquels nos sociétés doivent faire face, celui des changements climatiques est sans contredit l'un des plus importants.

En ce qui concerne ces changements climatiques, les accords demandent à « *prendre des mesures de précaution pour prévoir, prévenir ou atténuer les causes des changements climatiques et en limiter les effets néfastes. Quand il y a risque de perturbations graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour différer l'adoption de telles mesures.* » Il ne s'agit plus seulement d'enjeux locaux, mais également d'enjeux globaux pour lesquels chaque mesure est importante. Y compris à l'échelle municipale.

La performance actuelle du Québec en matière de pollution atmosphérique et d'émission de GES est exceptionnelle dans le secteur de la production d'électricité comparé au reste du continent.

Les émissions de GES au Canada en 2002 sont de 731 millions de tonnes (Mt), soit 160 Mt de plus que l'objectif de 571 Mt fixé dans le cadre du protocole de Kyoto. Si aucune mesure n'est prise pour réduire les émissions, le niveau prévu pour 2010 devrait être de 809 Mt, ce qui nécessitera un effort de réduction de 238 Mt pour atteindre l'objectif, soit une réduction de 33 % au lieu de 20 % que l'on présageait.

Cet effort de 20 % de réduction à effectuer au Canada représente actuellement, en terme relatif, l'effort le plus élevé de tous les pays signataires du protocole. La même situation était déjà observable avec les émissions de 1997. Et elle sera encore plus difficile si nous ne diminuons pas.

Ainsi, les émissions de la Communauté européenne ont été réduites de 2 % entre 1990 et 2001 alors que les émissions du Canada ont connu une croissance cumulative de 18,5 % durant cette même période. Une telle croissance constitue la plus forte augmentation des émissions de GES parmi l'ensemble des pays ayant des objectifs de réduction par rapport à l'année 1990.

Dans le secteur de la production d'électricité et de chaleur au Canada, curieusement, le charbon et le gaz naturel sont en croissance avec une hausse de 31 Mt de GES par rapport à 1990 (23 Mt char et 8 Mt gaz). Le charbon pourtant ne fournit que 19 % de l'électricité totale produite au Canada, mais représente près de 80 % des émissions de GES (Environnement Canada, 2004). Le secteur de l'énergie a donc joué un rôle majeur dans la croissance des émissions depuis 1990 et l'importance de ce secteur est encore plus marquée lorsque l'on considère les émissions prévues jusqu'en 2010. La situation est bien sûr différente au Québec avec la très forte proportion d'énergie renouvelable. Dans ce contexte, les émissions québécoises du secteur production d'électricité et de chaleur représentent moins d'un demi de 1 % des émissions canadiennes en 2002 (Environnement Canada, 2004).

Mais, comme le rappellent les ententes de Johannesburg et de Kyoto, il ne s'agit donc pas de mettre en place « un droit de polluer » parce que nos filières énergétiques ont été et sont plus performantes à cet égard.

En tant que représentants de la population et considérant qu'ils ont la responsabilité d'assurer la sécurité des citoyens, les différents paliers de gouvernements doivent tout mettre en œuvre afin de réduire les émissions de GES. Selon l'entente de Kyoto, qui sera effective en février 2005, TOUS LES GOUVERNEMENTS ont la responsabilité :

- d'encadrer les entreprises et les citoyens afin qu'ils contribuent à l'atteinte des objectifs de Kyoto ;
- d'investir dans les transports en commun et faciliter les alternatives à la voiture fonctionnant aux combustibles fossiles ;
- d'investir dans la recherche et le développement de nouvelles formes d'énergie dans le but de créer des emplois durables ;
- de favoriser et soutenir les initiatives de la société civile visant la réduction des GES ;
- de prévoir des moyens de s'adapter aux changements climatiques.

Même si Hydro-Québec affirme qu'elle respecte toutes les normes en vigueur, cela n'empêche pas que toute source de pollution et d'émanation de gaz à effet de serre nouvelle aura un impact négatif sur la qualité de l'air ambiant, la santé des personnes et de la planète. C'est inacceptable quand on dispose d'autres ressources que le thermique pour produire de l'électricité. Les spécialistes de la santé nous invitent à diminuer nos émissions polluantes, pas à les augmenter.

Il y va de l'avenir de notre communauté et de notre planète, de l'avenir de nos enfants et plus particulièrement de la santé des citoyennes et des citoyens de Beauharnois, qui ont déjà été suffisamment éprouvés par la pollution industrielle. Déjà, nos communautés ont su tenir compte de l'avenir de la planète tout en agissant localement : par la collecte de matières recyclables (y compris les matières végétales) et la promotion de l'utilisation d'un composteur domestique ; par l'adoption de méthodes restrictives d'utilisation des pesticides ; etc.

On peut donc assurer un développement durable de la communauté et réduire les menaces locales. Sensibilisés par des campagnes municipales, régionales et nationales sur la nécessité de préserver les ressources et de réduire au maximum l'impact de l'activité humaine sur la nature, les citoyens de Beauharnois et des environs ont de nombreuses raisons d'être choqués par le projet de centrale thermique. Réaliser des centrales thermiques constitue un affront inacceptable à la santé, la qualité de vie et l'environnement.

Étant donné que le protocole de Kyoto demande une baisse substantielle de l'émission des GES à tous les pays signataires, peu importe leur taux d'émission, étant donné que le protocole rentrera en vigueur en février prochain, et étant donné que le Canada a ratifié cette entente internationale, à titre d'entreprise responsable et appartenant aux citoyens, Hydro-Québec se doit de faire mieux que de demander des crédits pour le passé et surtout de n'augmenter sous aucun prétexte les GES. **Participer à l'augmentation de ces gaz, volontairement et délibérément, est un affront aux autres nations signataires, est un acte presque criminel de la part d'une entreprise d'État.** On ne parle plus de l'avenir d'une région ou d'une municipalité, mais de l'avenir de la planète, de notre survie sur cette terre.

Par exemple, une centrale thermique équivalente au projet du Suroît rejeterait 56 millions de tonnes de gaz à effet de serre, du dioxyde de soufre, du monoxyde de carbone, des composés organiques volatils d'oxydes d'azote. Une telle centrale produirait un surplus de 240 tonnes d'oxyde d'azote (NO_x) par année et émettrait une quantité importante de particules en suspension.

Avec ses nombreuses retombées polluantes, ce genre de projet viendrait accroître l'émission de gaz à effet de serre et, par conséquent, contrecarrer les efforts du Québec contre le réchauffement climatique. Si le gouvernement Charest entend toujours faire de la santé sa grande priorité, cela doit aussi passer par la prévention environnementale. La construction d'une centrale au gaz est un non-sens, d'autant plus qu'il existe plusieurs autres options pour faire face à une pénurie d'électricité. Il y va de l'avenir de notre planète, de celui de nos enfants et plus particulièrement de la santé des citoyennes et des citoyens de Beauharnois, qui ont déjà été suffisamment éprouvés par la pollution industrielle.

À elle seule, la centrale du Suroît représentait une augmentation de près de 3 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) du Québec, soit l'équivalent de la moitié de la réduction de 6 % que le Québec s'était engagé à réaliser d'ici 2012 en adhérant au protocole de Kyoto. Les 2,3 millions de tonnes de gaz à effet de serre libérées par cette centrale équivalente à 600 000 nouvelles voitures sur nos routes (parcourant 20,000 kilomètres par année). Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) concluait dans son rapport remis le 3 janvier 2003 au ministre d'État aux

Affaires municipales et que « *le projet augmenterait de façon substantielle les émissions de gaz à effet de serre au Québec. Eu égard à la démarche québécoise face aux engagements de Kyoto et dans une perspective de développement durable, la commission ne peut souscrire à sa réalisation* ».

Pourtant, le parti Libéral convenait lui-même de l'importance de respecter l'Accord de Kyoto dans son programme électoral de 2003. « *Les citoyens du Québec (...) devront prendre les moyens nécessaires pour diminuer d'ici 2012 l'émission dans l'atmosphère des gaz à effet de serre* ». Pour le PLQ, « *un gouvernement ne peut acquérir une crédibilité dans ce domaine que s'il donne lui-même l'exemple* ».

Une centrale thermique a des conséquences négatives qui affecteront la santé et l'environnement, ici et ailleurs. Les effets locaux et régionaux ainsi que les conséquences globales, finiront par affecter notre communauté locale. L'arrivée d'une centrale thermique dans une communauté augmenterait les émissions des particules en suspension, particulièrement préoccupantes pour la santé publique. Or, toute augmentation locale de particules nous rapproche des seuils où des effets santé sont démontrés (pouvant occasionner une augmentation de mortalité et une augmentation du risque de cancer du poumon selon la DSP de la Mauricie/Cœur-du-Québec, sur le projet de centrale thermique de Bécancour, 2003).

Une centrale thermique émet du dioxyde de soufre, de l'oxyde d'azote, du monoxyde de carbone, et des composés organiques volatils. Ces autres substances sont reconnues pour aggraver l'état de santé de personnes souffrant de maladies cardiovasculaires ou respiratoires. Rien d'étonnant à ce que le l'Association des médecins de famille du Québec ce soit prononcée contre le projet de centrale thermique.

Une usine au gaz naturel, même efficace, rejette entre 25 et 100 fois plus de CO₂ (gaz à effet de serre) dans l'air qu'un barrage hydro-électrique, 80 fois plus de SO₂ (pluies acides) et 40 fois plus de NO₂ (smog). Ces effets sont déjà visibles et sont liés au nombre accru d'épisodes de smog, aux maladies et aux mortalités causées par les vagues de chaleur et de froid, à la contamination par l'eau et par la nourriture, aux maladies transmises par des insectes, à l'appauvrissement de la couche d'ozone stratosphérique et aux conditions météorologiques extrêmes.

Or, les changements climatiques globaux augmenteront les menaces à la santé humaine³, ce qui a déjà affecté Beauharnois (crise du verglas) et l'ensemble du Québec (déluge au Saguenay, etc.).

La pollution atmosphérique est responsable de la mort prématurée de 16 000 Canadiens par an⁴. À Montréal et à Québec, le taux de mortalité monte à 8 % dans les périodes de forte pollution, sans compter l'augmentation des jours d'hospitalisation et du nombre de visites chez le médecin pour les personnes plus à risque : les enfants, les personnes âgées et celles qui sont déjà malades.

Les vagues de chaleur ne sont qu'une conséquence du réchauffement global. Les maladies transmises par les insectes (par exemple la malaria, l'encéphalite du virus

³ Selon un rapport de l'Organisation mondiale de la santé, 2002

⁴ Une étude du gouvernement canadien

du Nil occidental, la dengue), l'augmentation de la pollution atmosphérique urbaine causée par des feux de forêts dans le nord, et la fréquence accrue des événements météorologiques violents sont d'autres exemples des risques auxquels font face les Québécois.

Conclusion

Le Québec traverse une période où nous devons faire des choix pour combler nos besoins énergétiques pour les années à venir. Comme société, nous devons dire définitivement NON aux projets de centrale au gaz et mettre en place par cette stratégie un plan de développement des énergies vertes. La filière thermique est la pire des options pour la santé des citoyens et l'environnement. Cette filière amène aussi le Québec à créer une dépendance de ses approvisionnements en matière première et il ne pourra exercer aucun contrôle sur les coûts de la matière première.

Tout le débat autour du projet de centrale du Suroît aura permis une prise de conscience collective des Québécois qui a galvanisé l'opinion publique pour des énergies renouvelables et du développement durable. Aucune campagne d'information ou de sensibilisation après de la population n'aurait mené à un tel résultat. La population de Beauharnois et du Québec a su démontrer son intérêt pour les énergies renouvelables. L'ensemble de la communauté a réagi et manifesté son opposition au projet thermique. Peu d'observateurs auraient pu prévoir une opposition aussi ferme au projet du Suroît.

L'opinion des Québécois n'a jamais été aussi favorable aux projets se réclamant des énergies renouvelables. En lieu et place de l'énergie thermique, les nouvelles capacités énergétiques du Québec peuvent provenir des économies d'énergie faites par les entreprises, commerces et particuliers du Québec. Le Québec offre aussi un potentiel en énergie éolienne qui est reconnu par les experts. C'est une énergie renouvelable, réalisable à un coût avantageux et accessible. De plus, HQ a le laboratoire idéal et les moyens nécessaires pour devenir un chef de file dans le développement de la filière éolienne. L'éolien est une source d'énergie complémentaire à l'hydroélectricité. Au Québec, nous avons le privilège de détenir en abondance les deux sources d'énergie. Peu d'endroits dans le monde bénéficient de cette richesse. Il nous appartient de les développer.

La table est donc mise pour s'engager à développer tout le potentiel des énergies renouvelables. Nous devrions avoir l'assurance que les choix énergétiques à l'ordre du jour devraient respecter les accords de Kyoto et le développement durable, conformément à l'engagement de nos gouvernements et à la mise en force de Kyoto en février 2005. Dans ce contexte, le Québec peut jouer un rôle de chef de file dans le développement de l'énergie durable, ce qui permettrait au Québec de maintenir sa réputation de producteur d'énergies propres.

En ce sens, la politique énergétique devra s'appuyer sur un plan d'action à court, moyen et long terme pour assurer la primauté des énergies renouvelables et durables. À l'intérieur de ce cadre, il serait tout à fait opportun :

- d'assurer la recherche et le développement dans le domaine des technologies de l'énergie ;
- de mandater Hydro-Québec et l'IREQ pour développer les technologies d'énergies vertes en collaboration avec les instituts de recherches universitaires ;
- d'adopter des incitatifs pour favoriser le déploiement de l'éolien. Le soutien du gouvernement fédéral à 0.01 \$ du KWh pour de la production éolienne en est un exemple ;
- de fournir à l'industrie éolienne, une industrie émergente, des avantages fiscaux pour faciliter son enracinement chez nous.

La stratégie énergétique du Québec doit aussi intégrer tous les coûts (environnementaux, sociaux, économiques, santé publique) pour connaître la rentabilité d'un projet énergétique, axé ou non sur les exportations.

Enfin, la stratégie énergétique du Québec doit opter pour le développement durable du Québec, tout en nous permettant de demeurer « Maîtres chez nous ! »⁵. En ce sens, les Québécois et les Québécoises doivent fermer la porte au secteur privé qui ne doit pas s'accaparer à ses propres fins de nos richesses collectives et naturelles. En ce sens, notre société d'État a le devoir et la responsabilité de développer la technologie comme elle l'a fait avec l'hydro-électricité.

Nous aimerions terminer ce mémoire en vous rappelant que toutes les conditions favorables à l'implantation d'une centrale thermique dans la municipalité de Beauharnois restent valables et pourraient jouer en faveur de l'implantation d'une industrie éolienne :

- Proximité des lignes de transport d'électricité
- Le coût de raccordement au réseau réduit au minimum
- Proximité d'un poste de transformation à 735KV
- Disponibilité de terrain appartenant à Hydro-Québec
- Main-d'œuvre qualifiée, abondante et disponible
- Situé à 30 minutes du Montréal métropolitain.

La population de Beauharnois a participé activement à la construction de la centrale hydroélectrique de Beauharnois, au creusage du canal, ainsi qu'à l'érection de plusieurs barrages pour contrôler le niveau d'eau. L'histoire de la population de Beauharnois a été modelée de près par le développement de notre ressource hydroélectrique. Beauharnois a été identifiée comme ayant un fort potentiel éolien et serait un site de qualité pour la production éolienne. Il est à prévoir un fort appui de la communauté locale pour un projet éolien qui pourrait s'implanter dans la région.

⁵ Leitmotiv de la campagne électorale de 1962, qui a porté principalement sur la nationalisation des compagnies privées d'électricité. Or, ce qui est proposé par HQ (avec le projet de centrale du Suroît confié à General Electric), c'est la **privatisation en douce de la production d'électricité et de notre société d'État Hydro-Québec**. Cela constitue un recul magistral par rapport à la nationalisation de 1963.

Quelques références

Centre Hélios, Enjeux-Énergie, vol. 1, no 13, 02/10/01, pp. 2-3

Cornellier, Manon, Dérèglements climatiques au Canada et aux Etats-Unis - Un rapport de l'ONU met en cause la société de consommation, Le Devoir, 02/08/15, p. A3

Desrosiers, Éric, Les Etats-Unis s'intéressent plus que jamais à l'électricité québécoise - Allocution de l'ambassadeur américain au Canada, Le Devoir, 01/12/11, p. B3

Dutrisac, Robert, Hydro: Dionne-Marsolais veut un virage, Le Devoir, 02/02/08, pp. A1-8

Environnement Canada et Association de Climatologie du Québec, Impacts et adaptation à la variabilité et au changement du climat au Québec, Tome V de l'Étude pan-canadienne: Impacts et adaptation au climat, octobre 1997

Francoeur, L.-G., Gaz à effet de serre - Les rejets du Québec feront un bond de 3%, Le Devoir, 01/10/03, p. A1-8

Francoeur, Louis-Gilles, Programme d'économie d'énergie - Les mégawatts de Melocheville plus coûteux que les "négawatts" de Laval, in Le Devoir, 01/10/17, p. A4

Francoeur, L.-G., Hydro ne peut transformer ses centrales d'appoint en centrales de base, Le Devoir, 02/09/12, p. A8

Goldberg, Mark S., Burnett, Richard T., Bailar, John C. Brook, Jeffrey, Bonvalot, Yvette, Tamblyn, Robyn, Singh, Ravinder et Valois, Marie-France, The Association between Daily Mortality and Ambient Air Particle Pollution in Montreal, Quebec 1. Nonaccidental Mortality, Environmental Research Section A8612-25 (2001)

Goldberg, Mark S., Burnett, Richard T., Bailar, John C. Brook, Jeffrey, Bonvalot, Yvette, Tamblyn, Robyn, Singh, Ravinder et Valois, Marie-France, The Association between Daily Mortality and Ambient Air Particle Pollution in Montreal, Quebec 2. Cause-Specific Mortality, Environmental Research Section A86. 26-36 (2001)

Hébert, Michel, Hydro veut vendre 300 mégawatts de plus aux Américains - Une ligne de transport de 120 millions US sera construite, Le Devoir, 01/08/28, p. A4

Hydro-Québec, document interne intitulé: "Prévision de la demande horaire"; Plan stratégique 2 000-2 004; Mémoire d'Hydro-Québec présenté dans le cadre de la consultation fédérale sur la contribution du Canada à la lutte contre les changements climatiques, 27 juin 2002

Hydro-Québec Production, Centrale à cycle combiné du Suroît, Résumé de l'étude d'impact

Gouvernement du Québec, Plan d'action québécois 2000-2002 sur les changements climatiques ...

Ministère de l'Environnement du Québec, Direction des changements climatiques (Jean-Pierre Plamondon), Recevabilité de l'étude d'impact de la centrale à cycle combiné du Suroît d'Hydro-Québec, 02/04/11

Ministère des Ressources naturelles, Plan d'action québécois 2000-2002 sur les changements climatiques - Des mesures concrètes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, Communiqué, 00/10/13, p. 1

Ministère des Ressources naturelles du Québec, L'éolien, une énergie redécouverte, 2002

Programme des Nations-Unies pour l'environnement, L'avenir de l'environnement mondial 3 (GEO 3) - Rapport pour l'Amérique du Nord, titre anglais: North America's Environment - A Thirty-Year State of the Environment and Policy Retrospective, mai 2001

Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre, Direction de la santé publique, Collège québécois des médecins de famille, Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, David Suzuki Foundation. Lettre conjointe ayant pour objet: "Projet l'air en questions"

Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre, Direction de la santé publique, Collège québécois des médecins de famille, Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, David Suzuki Foundation, Dépliant "Purifier l'air - La pollution atmosphérique. Le smog et le réchauffement planétaire peuvent affecter votre santé. Comment pouvez-vous agir?"

Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre, Direction de la santé publique, Affiche, carton du jeu "Zones de turbulence"

Sanfaçon, Jean-Robert, C'est à n'y rien comprendre, Le Devoir, 01/10/05, p. A8

Villeneuve, Claude et Richard, François, Vivre les changements climatiques, Éditions MultiMondes, 2001